

Modernités républicaines

Ce colloque part du constat d'une très forte activité de recherche et de publication sur la question républicaine depuis une vingtaine d'années, comme en témoigne la multiplication des colloques et des réseaux de recherche internationaux, mais aussi d'un cloisonnement des problématiques et des disciplines, qui contribue à perpétuer des malentendus, à creuser des partages ruineux et à prolonger de longs silences. Il a donc pour ambition de confronter les traditions intellectuelles nationales et les disciplines autour de cet objet à la fois central et mal cerné, dont l'actualité ne cesse de nous être rappelée par les débats sur l'école, la citoyenneté, les biens communs, l'impôt et la redistribution, ou encore les formes de la construction de la volonté générale. Il abordera la pensée républicaine et l'idéal républicain entre l'expérience de la fin du Moyen Âge et l'hypothétique désenchantement actuel en passant par le tournant moderne du droit naturel, les Lumières et les Révolutions, les affrontements et les conquêtes du XIXe siècle et le cheminement de la question sociale. Cette rencontre n'aura pas pour ambition de confirmer l'idée d'une crise de la République, qu'annoncent à l'envi d'innombrables essais, mais de prendre cette antienne pour une invitation justement à sortir des prophéties auto-réalisantes, des simplifications polémiques et aveugles, des nostalgies nationales d'un âge d'Or qui ne fut jamais. Elle considérera que la République est aussi un objet des sciences humaines, du droit et de la philosophie dont la complexité ne peut être réduite à de vagues slogans ou à une collection d'exemples historiques plus ou moins comparables et qu'elle invite par conséquent à un effort de compréhension et d'explication toujours plus nécessaire.

MODERNITÉS RÉPUBLICAINES COLLOQUE INTERNATIONAL PARIS

24-26 novembre 2016

Jeudi 24 novembre

**Inauguration
09h00-09h30**

Modèles, matrices, concepts, critiques 09h30-12h30/14h00-18h00

Cette section, essentielle pour montrer le renouveau et la diversité des études républicaines, accueillera des contributions d'auteurs reconnus mais aussi de jeunes chercheurs sur les modèles théoriques et historiques, les grands récits concurrents, les filiations multiples qui se croisent dans les traditions républicaines depuis le Moyen Âge et surtout depuis les Lumières européennes et américaines qui jouent ici un rôle déterminant. Il sera ici question de thèmes aussi centraux que l'opposition entre Liberté et Vertu, la supériorité de la Loi, les définitions de la citoyenneté, ou encore des échanges entre traditions et des combinaisons qui se sont historiquement et philosophiquement construites entre elles etc. On évoquera aussi les contestations et les alternatives aux républicanismes dominants, par exemple autour des positions et des aspirations positivistes ou socialistes. Cette section devrait aussi intégrer des travaux inscrits dans la continuité de l'histoire conceptuelle et de la sémantique historique, qu'ils s'inspirent des *Geschichtliche Grundbegriffe*, des *Iberconceptos*, des travaux en cours dans le Labex Tepsis ou d'autres courants encore.

Manuela Albertone, Cécile Laborde, Vincent Peillon, Philipp Pettit, Pierre Rosanvallon, Quentin Skinner, Céline Spector, Jean-Fabien Spitz, Michel Troper, Frédéric Worms

**Forum Presse-Public
18h00-20h00**

Cécile Laborde, Philipp Pettit, Pierre Rosanvallon, Quentin Skinner, Jean-Fabien Spitz en partenariat avec *Le Monde*

Vendredi 25 novembre

**La République au défi des identités
09h00-12h30**

Genre, minorités linguistiques et religieuses, colonialisme et post-colonialisme... Cette section portera sur quelques-uns des enjeux qui font aujourd'hui de la République et des Républicanismes un objet du débat public et des sciences sociales et politiques. Elle abordera notamment la question de la confrontation des régimes républicains et des formes classiques de la citoyenneté à de nouvelles demandes de justice et de reconnaissance : comment la question des minorités, par exemple religieuses, invite-t-elle à repenser l'universalisme citoyen ? Dans quelle mesure la représentation nationale et la façon de la concevoir ont-elles été déterminées par des positions de genre ou des théories sur la race ? Comment articuler reconnaissance des identités, égalité des droits civiques et construction d'une forme de représentation politique juste ? Seront invités ici des chercheurs français et étrangers, issus de disciplines variées, en mesure de souligner les profonds renouvellements de la recherche sur les questions de religion et de laïcité, de genre, de langue et de multiculturalisme, de théorie de la représentation ou de la représentativité...

Patrick Cabanel, Marie Garrau, Philippe Portier, Pierre Serna, Anne Verjus

L'après midi, deux conférences en parallèle

**Expériences républicaines
14h00-18h00
La République sociale
14h00-18h00**

Suivies de

**Table ronde : du Bien Commun aux biens communs
18h00-20h00**

Expériences républicaines 14h00-18h00

Même si la singularité de l'expérience française et de l'héritage révolutionnaire ne fait aucun doute, l'histoire des formes républicaines ne se réduit nullement à cette matrice. Elle conjugue, au contraire, des traditions très différentes, qui entretiennent entre elles des relations qu'il faut explorer en détail pour en comprendre les enjeux contemporains. Tout indique en effet qu'il n'est plus aujourd'hui possible de proposer un narratif unique qui décrirait l'histoire rectiligne d'une seule République, aux principes universellement connus, dont il suffirait de montrer le lent accouchement théorique et historique : les Républicanismes et les Républiques sont objets de discussions, de confrontations, de conflits entre des aspirations et des traditions différentes qui dialoguent et souvent s'opposent sur ce que doit être, justement, la République. Cette section évoquera donc des cas ou des expériences à la fois théoriques et pratiques aussi différents que la Suisse et la démocratie directe, les Pays-Bas et la Pologne, l'Italie des Cités médiévales ou les révolutions de la fin du XVIIIe siècle et de la première moitié du XIXe siècle, ou encore l'Amérique Latine autour de la question du fédéralisme et de la construction nationale. Elle fera appel à des spécialistes français et étrangers, issus de traditions intellectuelles nationales et disciplinaires différentes afin de prendre la mesure des défis contemporains que doivent relever les pensées républicaines et de prendre congé des inconscients d'école qui règnent ici souvent en maîtres.

**Antoine Chollet, Javier Fernandez Sebastian, Christopher Hamel,
Thomas Maissen, Catherine Secretan, Ilaria Taddei**

La République sociale 14h00-18h00

C'est en bonne part sur la question sociale et sur la prise en compte des penseurs qui lui ont accordé, comme Saint-Simon, Proudhon, Louis Blanc ou encore, d'une tout autre manière Pierre Leroux, une importance centrale que s'opposent les traditions historiographiques et philosophiques anglo-saxonnes et continentales et c'est à nouveau à son sujet que se dessinent aujourd'hui de nouvelles préoccupations et de nouvelles lignes de partage. On évoquera donc ici à la fois l'histoire de la question sociale dans les républicanismes depuis la Révolution et les terrains sur lesquels elle s'impose aujourd'hui à nouveau comme un enjeu déterminant et comme un point de rupture avec le néo-libéralisme : les formes de redistribution et de la solidarité, le rôle de la protection sociale et ses rapports avec la citoyenneté, la lutte contre les emplois indignes qui ne garantissent aucune liberté véritable etc.

**Yannick Bosc, Edward Castleton, Florence Gauthier, Samuel Hayat,
Stéphanie Roza**

Table Ronde : du Bien Commun aux biens communs 18h00-20h00

La question des rapports entre égalité et liberté, entre intérêt collectif et intérêt individuel, entre service de la Cité et activité commerciale et poursuite des richesses est présente d'emblée dans les grands textes qui signent le renouveau de la pensée républicaine à la fin du Moyen Âge : chez Alberti par exemple, qui fait l'éloge du négoce et de l'argent qui irriguent le corps social, ou chez Machiavel qui prône, au contraire, la frugalité vertueuse. Elle ne cesse par la suite d'être reprise et reformulée du « doux négoce » de Montesquieu aux réflexions de théoriciens de la redistribution en passant par Jean-Baptiste Say et son opposition entre intérêt sinistre et intérêt éclairé, jusqu'aux débats contemporains sur la souveraineté nationale et l'internationalisation des marchés mais plus encore sur la question centrale des biens communs, qui ne s'apparentent ni à des propriétés privées ni à des biens d'État. L'économie politique a bien été l'un des lieux où se sont construites certaines des plus puissantes élaborations de la pensée républicaine et certaines des solutions les plus ambitieuses aux rapports entre égalité et liberté, entre propriété et redistribution, entre propriété et usage, entre individu et institution. En croisant les approches (des SHS, de l'économie, de la philosophie, du droit) cette section reviendra donc sur les enjeux centraux que sont l'impôt et la liberté, les services publics, les relations entre inégalité et démocratie.

**Patrick Boucheron, Pierre Dardot, Christian Laval, en partenariat avec
L'Histoire et La Fabrique de l'Histoire**

Samedi 26 novembre

La République enseignante 09h00-12h00

Historiquement, les théories et les expériences républicaines ont très tôt conféré un rôle central à l'éducation, en considérant que la République ne pouvait se soutenir que dans la vertu des citoyens, dans leur civisme et leur dévouement. Pour des humanistes comme Coluccio Salutati, Leonardo Bruni ou Leon Battista Alberti, l'éducation devait ainsi guider les citoyens vers la *vita activa* et les préparer par la prise en main de leur destin à servir la Cité et le Bien Commun. L'importance de l'éducation dans les théories républicaines s'est confirmée avec les penseurs du XVIIIe siècle et plus encore du XIXe siècle, qui ont senti qu'il ne pouvait être question d'édifier une société nouvelle, fondée sur la liberté et sur l'égalité, sans donner une place centrale à l'école et à la formation des citoyens. Pour Condorcet, « on ne pourrait ramener l'ignorance sans rappeler la servitude avec elle ». Et en 1915, à propos de Jaurès, Charles Rappoport estime qu'« une nation monarchique formera des sujets. Une nation vraiment républicaine éduquera des citoyens ».

Serge Audier, Marie-Claude Blais, Alexandre Fontaine, Laurence Loeffel